Sous-direction de la préfiguration

de l’agence ministérielle de gestion

Bureau des achats de prestations intellectuelles

**Cahier des clauses particulières valant acte d’engagement**

**N°2025\_000866 \_SDPAMG\_BPI**

|  |
| --- |
| **Marché n°**  **EJ court CHORUS n°**  **Service exécutant : D0975HB075**  **Code nomenclature CPV : 75221000-1 « Services de la défense »** |

Passé selon une procédure adaptée en vertu de l’article L. 2512-3 du code de la commande publique.

**Objet du marché** : Observatoire n°2026-01 intitulé « Observatoire des infrastructures critiques chinoises »

Entre l’acheteur, d’une part, et

|  |
| --- |
| La société : ………………...,  Forme sociale: ………………...,  Capital social: ………………...,  Siège social: ………………...,  N° SIRET: ………………...,  Représentée par : …………………,  Agissant en qualité de ………………...  Adresse de messagerie électronique : |

d’autre part,

La société précitée est dénommée « le titulaire » dans les clauses qui vont suivre.

Le titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché et après avoir apprécié la nature et l’importance des prestations à réaliser, s’engage envers la personne publique, qui accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.



**OU DANS LE CAS D’UN GROUPEMENT TEMPORAIRE (groupement d’opérateurs économiques)**

|  |
| --- |
| La société : ………………...,  Forme sociale: ………………...,  Capital social: ………………...,  Siège social: ………………...,  N° SIRET: ………………...,  Représentée par : ………………...,  Agissant en qualité de ………………...  Adresse de messagerie électronique : |

|  |
| --- |
| La société : ………………...,  Forme sociale: ………………...,  Capital social : ………………...,  Siège social : ………………...,  N° SIRET : ………………...,  Représentée par : ………………...,  Agissant en qualité de ………………...  adresse de messagerie électronique : |

d’autre part,

Les sociétés ci-dessus, dénommées « le titulaire » dans les clauses qui vont suivre, la société *(à renseigner)* ……………………………..……….., étant désignée comme « mandataire ».

**Pour l’exécution du marché, le groupement d’opérateurs économiques est :**

**conjoint OU  solidaire**

Les membres du groupement, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché et après avoir apprécié la nature et l’importance des prestations à réaliser, s’engagent envers la personne publique, qui les accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.

|  |
| --- |
| (Relevé d’identité bancaire –RIB - ou postal – RIP- à coller ci-dessous pour le titulaire / mandataire) |

|  |
| --- |
| (Relevé d’identité bancaire –RIB - ou postal – RIP- à coller ci-dessous pour le membre du groupement) |

Table des matières

[ARTICLE 1 – PIÈCES CONTRACTUELLES. 6](#_Toc212468676)

[ARTICLE 2 - OBJET Du marché. 6](#_Toc212468677)

[ARTICLE 3 – FORME ET DURÉE du marché 6](#_Toc212468678)

[3.1 Durée de validité du marché. 6](#_Toc212468679)

[3.2 Durée et délais d’exécution des prestations forfaitaires 6](#_Toc212468681)

[3.3 Délai de remise des livrables. 6](#_Toc212468682)

[3.4 Neutralisation de périodes. 7](#_Toc212468683)

[ARTICLE 4 – MONTANTS Du marché. 7](#_Toc212468684)

[ARTICLE 5 – CORRESPONDANTS DES PARTIES. 7](#_Toc212468685)

[5.1 Représentation de la personne publique. 7](#_Toc212468686)

[ARTICLE 6 - CONDITIONS D’EXÉCUTION. 8](#_Toc212468687)

[6.1 Conditions générales d'exécution. 8](#_Toc212468688)

[6.2 Dispositions particulières concernant le personnel du titulaire. 8](#_Toc212468689)

[6.3 Clauses environnementales. 9](#_Toc212468690)

[6.4 Clause sociale~~.~~ 10](#_Toc212468691)

[6.5 Respect du droit du travail. 10](#_Toc212468692)

[6.6 Modifications à caractère technique en cours d’exécution 10](#_Toc212468693)

[6.7 Documents à produire en cours d'exécution du marché. 10](#_Toc212468694)

[6.8 Droits de propriété / utilisation des résultats / Concession du droit d'usage. 10](#_Toc212468695)

[6.9 Réparation des dommages. 12](#_Toc212468696)

[6.10 Assurances. 12](#_Toc212468697)

[ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS. 12](#_Toc212468698)

[7.1 Généralités. 12](#_Toc212468699)

[7.2 Déclaration de sous-traitance avant notification du marché. 12](#_Toc212468700)

[7.3 Déclaration de sous-traitance après notification du marché. 13](#_Toc212468701)

[7.4 Responsabilité du titulaire envers l’acheteur et le sous-traitant. 13](#_Toc212468702)

[7.5 Modification dans la répartition entre titulaire et sous-traitant. 13](#_Toc212468703)

[ARTICLE 8 – LIVRABLES. 13](#_Toc212468704)

[ARTICLE 9 - OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION. 14](#_Toc212468705)

[9.1 Opérations de vérification. 14](#_Toc212468706)

[9.2 Admission. 14](#_Toc212468707)

[9.3 Ajournement. 14](#_Toc212468708)

[9.4 Réfaction. 14](#_Toc212468709)

[9.5 Rejet 14](#_Toc212468710)

[ARTICLE 10 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ. 15](#_Toc212468711)

[10.1 Contenu des prix. 15](#_Toc212468712)

[10.2 Type de prix. 15](#_Toc212468713)

[10.3 Variation du prix. 15](#_Toc212468714)

[10.4 Révision du prix. 15](#_Toc212468715)

[10.4.1 Mois d’établissement du prix 15](#_Toc212468716)

[10.5 Unité monétaire – TVA. 16](#_Toc212468717)

[ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT. 16](#_Toc212468718)

[11.1 Avance. 16](#_Toc212468719)

[11.2 Modalités de paiement. 16](#_Toc212468720)

[11.3 Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement. 17](#_Toc212468721)

[11.4 Délai global de paiement. 18](#_Toc212468722)

[11.5 Ordonnateur et comptable assignataire. 19](#_Toc212468723)

[11.6 Cession et nantissement de créance. 19](#_Toc212468724)

[11.7 Paiement des sous-traitants. 19](#_Toc212468725)

[ARTICLE 12 – PÉNALITÉS. 19](#_Toc212468726)

[ARTICLE 13 – GARANTIES. 19](#_Toc212468727)

[ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ. 19](#_Toc212468728)

[14.1 Confidentialité. 19](#_Toc212468729)

[14.2 Protection. 20](#_Toc212468730)

[14.2.1 Clause générale de protection Diffusion Restreinte 20](#_Toc212468731)

[14.3 Marché comportant des informations protégées par la mention « Spécial France » 20](#_Toc212468733)

[14.4 Dispositions relatives à l’accès aux emprises 21](#_Toc212468734)

[14.4.1 Conditions d’accès aux locaux de la personne publique 21](#_Toc212468735)

[14.4.2 Disposition relatives à un terrain militaire 21](#_Toc212468736)

[14.4.3 Dispositions relatives à l’accès à une zone protégée 22](#_Toc212468737)

[ARTICLE 15 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES. 22](#_Toc212468738)

[ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ. 22](#_Toc212468739)

[16.1 Résiliation du marché. 22](#_Toc212468740)

[16.2 Résiliation partielle. 23](#_Toc212468741)

[ARTICLE 17 - RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS. 23](#_Toc212468742)

[17.1 Recours gracieux. 23](#_Toc212468743)

[17.2 Règlement amiable des litiges et des différends 23](#_Toc212468744)

[17.3 Recours contentieux. 23](#_Toc212468745)

[ARTICLE 18. DROIT ET LANGUE APPLICABLES AU PRÉSENT MARCHÉ. 23](#_Toc212468746)

[18.1 Droit applicable 23](#_Toc212468747)

[18.2 Usage de la langue française. 24](#_Toc212468748)

[18.3 Monnaie. 24](#_Toc212468749)

[ARTICLE 19 – DÉROGATIONS. 24](#_Toc212468750)

[ANNEXE TECHNIQUE 25](#_Toc212468751)

***PREAMBULE :*** *aux fins des présentes, les appellations « ministère des armées » ou « ministère des armées et des anciens combattants » sont réputées équivalentes.*

# ARTICLE 1 – PIÈCES CONTRACTUELLES.

Les présents documents contractuels sont soumis au code de la commande publique**.**

Le marché est régi par les documents suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

* le présent cahier des clauses particulières valant acte d’engagement**\*** (CCP valant AE) et ses annexes énumérées ci-après, signés par le titulaire et l’acheteur :
  + annexe 1 : annexe technique ;
  + *le cas échéant*, annexe 2 : déclaration de sous-traitance (DC4).
* le plan contractuel de sécurité (PCS) ;
* le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (non joint aux pièces du marché mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance) ;
* l'offre technique du titulaire.

\* Aucune valeur contractuelle n’est reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

# ARTICLE 2 - OBJET Du marché.

Le présent marché a pour objet l’observatoire n°2026-01 intitulé « Observatoire des infrastructures critiques chinoises ».

Les prestations sont détaillées à l’annexe technique au présent CCP valant AE.

# ARTICLE 3 – FORME ET DURÉE du marché

## 3.1 Durée de validité du marché.

Le marché prend effet à la notification (T0) de l’ordre de service de démarrage des prestations. Il est conclu pour une durée de douze (12) mois. Il est reconduit tacitement deux (2) fois par périodes consécutives de douze (12) mois sauf dénonciation par la personne publique.

La notification de cet ordre de service interviendra après l’homologation des systèmes d’information, l’habilitation SECRET des administrateurs de ces systèmes et l’obtention des contrôles administratifs (CPR) valides des opérateurs du titulaire, dans un délai de 6 mois maximum après la signature du marché, sauf accord des parties en cas de dépassement de ce délai. En l’absence d’ordre de service dans le délai imparti ou en l’absence d’accord, le marché sera résilié.

## En cas de non-reconduction, le titulaire du marché en est informé par lettre recommandée avec accusé réception deux (2) mois avant la date de reconduction.

## 3.2 Durée d’exécution des prestations forfaitaires

La durée d’exécution des prestations forfaitaires figure à l’article 4 du présent document.

## 3.3 Liste et délais de remise des livrables.

La liste et les délais de remise des livrables figurent à l’article 8 du présent document.

## 3.4 Neutralisation de périodes.

Les durées prévues au marché s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants).

# ARTICLE 4 – MONTANTS Du marché.

Pour chaque période, le marché est composé d’un (1) poste forfaitaire (PF).

Son montant se décompose de la manière suivante :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Poste** | **Libellé** | **Montant**  **en € HT** | **Montant**  **en € TTC** | **Délai** |
| **PF** | Pilotage de l’observatoire, mise à jour de la base de données et analyse |  |  | T0/Tx + 12 mois |
| *dont part du mandataire* |  |  |
| *dont part de « x » membre du groupement* |  |  |
| **Montant total du marché (pour une période)** | |  |  |  |
| *dont part du mandataire* | |  |  |  |
| *dont part de « x » membre du groupement* | |  |  |  |
| **Montant total maximal du marché (toutes reconductions comprises)** | |  |  |  |
| *dont part du mandataire* | |  |  |  |
| *dont part de « x » membre du groupement* | |  |  |  |

# ARTICLE 5 – CORRESPONDANTS DES PARTIES.

## 5.1 Représentation de la personne publique.

###### 5.1.1 L’acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/PI, l’acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché, et il est en particulier le seul pour les prolongations de délais émises en application de l'article 13.3 du CCAG/PI, les sursis de livraison, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, admission avec réfaction, rejet, résiliation, arrêt de l’exécution des prestations en application de l’article 22 du CCAG/PI, suspension de tout ou partie des prestations en application de l’article 24 du CCAG/PI). Les coordonnées de l’acheteur sont :

**Secrétariat Général de l’Administration**

**Sous-Direction de la Préfiguration de l’Agence Ministérielle de Gestion (SDPAMG) – PC04**

**60 boulevard du général Martial Valin**

**CS 21623**

**75509 PARIS CEDEX 15**

###### 5.1.2 Le service en charge du contrôle et du suivi de l’exécution du marché

La personne habilitée à suivre l’exécution des prestations est le chef du département Rivalités de puissance et hybridité ou son représentant, dont les coordonnées sont les suivantes :

**Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS)**

**Direction Stratégie de Défense Prospective et Contre-prolifération (DSPC)**

**60, boulevard du général Martial Valin**

**CS 21623**

**75509 PARIS CEDEX 15**

###### 5.1.3 Le service en charge de la constatation du service fait du marché

La personne habilitée à établir la constatation du service fait est la directrice de la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS) ou son représentant, dont les coordonnées sont les suivantes :

**Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS)**

**Direction stratégie de défense, prospective et contre-prolifération (DSPC)**

**Sous-direction Stratégie de défense (SDSD)**

**Département Politiques et environnement de défense (PED)**

**Mobilisation et appui à la recherche stratégique (MARS)**

**60, boulevard du général Martial Valin**

**CS 21623**

**75509 PARIS CEDEX**

**5.2 Représentant du titulaire.**

**5.2.1**. En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/PI, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l’acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l’acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

**5.2.2.** Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l’acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influer sur le déroulement du marché.

**5.2.3.** Conformément à l’article 3.5 du CCAG/PI, le membre du groupement d’opérateurs économiques, désigné comme le mandataire, représente l’ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l’acheteur pour l’exécution du marché. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant.

# ARTICLE 6 - CONDITIONS D’EXÉCUTION.

## 6.1 Conditions générales d'exécution.

###### 6.1.1 Responsabilité du titulaire.

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément aux clauses prévues par le présent marché. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis.

###### 6.1.2 Lieux d'exécution.

Les prestations sont réalisées :

a) dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique ;

b) dans les locaux de la personne publique en région parisienne à l’adresse mentionnée à l’article 5.1.2 ci-dessus.

###### 6.1.3 Moyens mis à la disposition du titulaire et leur assurance.

Il est fait application des articles 17 et 18 du CCAG/PI. Les constats mentionnés à l’article 17 du CCAG/PI sont signés par l’autorité définie à l’article 5.1.2 du présent document et par le titulaire.

## 6.2 Dispositions particulières concernant le personnel du titulaire.

###### 6.2.1. Réalisation des prestations.

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du marché.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai l’acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

###### 6.2.2 Remplacement.

Par dérogation à l’article 3.4.3 du CCAG/PI, pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente, dans un délai d’un (1) mois à compter du premier jour de l’absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue.

Par dérogation à l’article 3.4.3 du CCAG/PI, l’intervenant remplaçant doit être agréé par la personne habilitée à établir la constatation du service fait, mentionnée à l’article 5.1.1 du présent document.

De même, toute évolution de la liste des intervenants et des suppléants éventuels mentionnée dans l’offre du titulaire doit être validée par la personne habilitée, mentionnée à l’article 5.1.2 du présent document.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans le marché.

###### 6.2.3 Récusation du personnel du titulaire par la personne publique.

Par dérogation à l’article 3.4 du CCAG/PI, pendant toute la durée d'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution de cette prestation sans que sa décision ait à être justifiée. L’acheteur se réserve le droit de procéder à la récusation de tout personnel du titulaire en cas de comportement fautif.

Sans acceptation préalable de la personne habilitée mentionnée à l’article 5.1.2, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai d’un (1) mois. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

###### 6.2.4 Liens juridiques.

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, *etc.*).

Aucun lien de subordination entre les employés du titulaire et la personne publique ne doit s'établir.

## 6.3 Clauses environnementales.

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/PI, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et règlementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l’acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l’acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.

Par ailleurs, comme stipulé à l’article 8 du présent document, les livrables font l’objet d’une transmission dématérialisée.

Enfin, dans l’hypothèse où le titulaire est amené à remettre des supports papier au titre du présent contrat (lors des réunions par exemple), le papier recyclé doit être utilisé dès lors qu’il est disponible. A défaut, le papier utilisé doit être intégralement issu de forêts gérées durablement.

Dans l’hypothèse où le titulaire est amené à assurer le transport des intervenants, la voie aérienne est autorisée lorsque le temps de trajet par la voie ferroviaire est supérieur à 4 heures. Dans les cas spécifiques où le trajet s’effectue dans une même journée, la voie aérienne est autorisée lorsque le temps total de trajet (aller-retour) par la voie ferroviaire est supérieur à 6 heures.

## 6.4 Clause sociale~~.~~

Sans objet

## 6.5 Respect du droit du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations prévues par l'article 6 du CCAG/PI.

## 6.6 Modifications à caractère technique en cours d’exécution

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l’acheteur.

## 6.7 Documents à produire en cours d'exécution du marché.

Conformément à l’article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l’exécution du marché :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) numéro unique d'identification prévu par l'article 3 de la loi du 11 février 1994 susvisée et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d’opérateurs économiques ;

b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

c) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## 6.8 Droits de propriété / utilisation des résultats / Concession du droit d'usage.

###### 6.8.1 Application du CCAG/PI

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG/PI sont applicables et font parties intégrantes du marché.

###### 6.8.2 Objet de la cession

Par dérogation à l’article 35 du CCAG/PI, le titulaire du marché cède à titre exclusif à l’acheteur, conformément à l’article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle, l’intégralité des droits d’auteur sur les résultats, objet du marché.

###### 6.8.3 Droits cédés à l’acheteur

6.8.3.1 Étendue des droits cédés

Le titulaire du marché cède à l’acheteur les droits d'exploitation afférents aux résultats du marché, à titre exclusif et pour le monde entier, à compter de sa livraison et sous condition de sa réception, pour la durée légale des droits d'auteur, telle que cette durée est fixée d'après les législations tant française qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Le titulaire cède à l’acheteur le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger, et exploiter notamment par voie de sous-cession les livrables requis, en tout ou en partie.

Le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle est inclus dans le prix du marché.

Les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standard sont définies à l’article 32 du CCAG/PI. Le régime juridique qui leur est applicable est stipulé aux articles 33 et 34 du CCAG/PI.

Le titulaire garantit à l’acheteur qu’il détient les droits sur les connaissances antérieures détenues par des tiers et nécessaires aux prestations. L’acheteur peut lui demander les justificatifs à tout moment. Le coût des connaissances antérieures est inclus dans le prix du marché.

6.8.3.2 Droits objets de la présente cession

**Le droit de reproduction** s’entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d’enregistrer ou de faire enregistrer, d’adapter ou de faire adapter, sans limitation de nombre :

* par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour qu’ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment par voie d’imprimerie, de photocopie, de numérisation, de scan, de téléchargement et tout autre procédé de reproduction ;
* sur tous supports connus ou inconnus à ce jour qu’ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques, ou optiques tels que notamment les supports papier, les films tous millimétrages, ainsi que les disquettes, CD, CD-Rom, CDR, CD-RW, CDI, DVD, DVDRom, DVD-R, DVD-RW, vidéodisques, disques *blue-ray*, périphériques de stockage de masse (notamment clés USB, disques durs, amovibles ou non, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en *cloud computing*), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, *e-book*, tablettes tactiles.

Le droit de reproduction comprend également le droit d’éditer ou de faire éditer dans des journaux, magazines, etc.

Le droit de reproduction comprend encore le droit de mettre à disposition du public sur tous supports et par tous moyens.

**Le droit de représentation** s’entend du droit de communiquer au public, d’exposer, de représenter ou de faire représenter, ensemble ou séparément :

* par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour qu’ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques ;
* sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications notamment en vue de l’exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne ou tel qu’Internet, intranet, téléphonie mobile (notamment WAP, IMOD, Internet mobile, etc.), et/ou flux de syndication de contenus tel que le RSS, RSS2, ATOM (…), serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en *cloud computing*), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, *e-book*, tablettes tactiles et tout autre procédé analogue existant ou à venir qu’il soit informatique, numérique, télématique et de télécommunication.
* par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication et notamment par voie hertzienne terrestre, câbles par satellite, par réseau téléphonique filaire ou sans fil, par télévision numérique, que la diffusion soit en clair ou cryptée, gratuite ou payante ;
* dans toutes salles réunissant du public, payant ou non.

Le droit de représentation comprend également le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles ou copies, en version physique et/ou version numérique pour toute mise à disposition et communication au public.

**Le droit d’adaptation**, de modification et d’arrangement s’entend du droit de modifier les résultats et notamment de les intégrer au sein d’autres œuvres ou études, d’adapter les résultats sous forme d’éléments d’une œuvre ou étude collective ou d’une œuvre ou étude composite, et notamment :

* le droit d’intégrer et d’adapter dans une œuvre multimédia ou audiovisuelle ;
* le droit d’intégrer dans une base de données ou dans tout programme informatique ou d’adapter sous forme de base de données.

Dans tous les cas, le livrable, modifié ou arrangé peut être reproduit ou représenté dans les conditions définies aux paragraphes ci-dessus, du présent article.

Le droit d’adaptation, de modification et d’arrangement s’exerce dans le respect du droit moral de l’auteur.

6.8.3.3 Exploitation

La cession des droits telle que décrite ci-dessus est consentie par le titulaire du marché à l’acheteur pour toute exploitation ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire dans le cadre de campagnes de communication, actuelles ou à venir, de l’acheteur du marché, interne ou externe, qu’elle ait lieu en France ou à l’étranger, à titre gratuit ou payant par l’acheteur ou un tiers.

Les exploitations sont notamment la publication dans les journaux, magazines, revues, internes, régionales, nationales ou internationales, brochures, dépliants, plaquettes, prospectus, revues, dossiers de presse, communiqués de presse, chaînes de télévision internes, régionales, nationales ou internationales, réseaux internes, intranet et Internet, sur les sites de l’acheteur, tous sites d’information ou tous sites en lien avec les missions de service public de l’acheteur.

## 

## 6.9 Réparation des dommages.

**6.9.1** Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG/PI, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la personne publique par le titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par la personne publique du fait de l'exécution du marché sont à la charge de la personne publique.

**6.9.2** Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l’acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la personne publique au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

**6.9.3** Le titulaire garantit la personne publique contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel, y compris contre le recours des voisins.

## 6.10 Assurances.

**6.10.1** Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG/PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l’acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

**6.10.2** Conformément aux dispositions del’article 9.2 du CCAG/PI, il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de la garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l’acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

# ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS.

## 7.1 Généralités.

Conformément à l’article 3.6 du CCAG/PI, le titulaire peut sous-traiter l’exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l’acceptation du ou des sous-traitants par l’acheteur désigné à l’article 5.1.

En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles sauf en ce qu’elles concernent les conditions de paiement en application de l’article L. 2521-2 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché.

L’acheteur peut, s’il le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l’acte spécial de sous-traitance.

## 7.2 Déclaration de sous-traitance avant notification du marché.

La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification du marché.

## 7.3 Déclaration de sous-traitance après notification du marché.

Si un sous-traitant est introduit en cours de marché, le titulaire a l’obligation de le déclarer.

Les demandes d’acceptation de sous-traitants doivent être adressées par lettre recommandée avec avis de réception ou courriel avec accusé de réception ou remises contre récépissé à l’acheteur désigné à l’article 5.1.1 ou son représentant.

A cette fin, le titulaire adresse une « Déclaration de sous-traitant » (annexe 2 du présent document)*.* Cette déclaration comprend les renseignements figurant à l’article R. 2193-1 du code de la commande publique.

## 7.4 Responsabilité du titulaire envers l’acheteur et le sous-traitant.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant le maître d'ouvrage de toutes les obligations de celui-ci (articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique).

Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Le titulaire du marché reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s’acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

## 7.5 Modification dans la répartition entre titulaire et sous-traitant.

Toute modification dans la répartition entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

# ARTICLE 8 – LIVRABLES.

L’ensemble des documents à fournir par le titulaire au titre du marché est livré à destination, aux personnes et dans les délais indiqués ci-dessous. Le tableau ci-dessous récapitule les livrables prévus au titre du marché et leurs délais de livraison.

**Pour chaque période d’exécution** :

| Poste | Numéro des livrables | Livrables | Délais |
| --- | --- | --- | --- |
| PF | Fx.1 | Compte rendu de réunion de lancement | 7 jours à compter de la réunion de lancement |
| Fx.2.y | Comptes rendus des 2 réunions annuelles de cadrage | 7 jours à compter de la réunion |
| Fx.3 | Mise à jour de la base de données image | To/x + 4 mois |
| Fx.4 | Mise à jour de la base de données image | To/x + 8 mois |
| Fx.5 | Mise à jour de la base de données image | To/x + 12 mois |
| Fx.6.y | 7 dossiers d’analyse | 45 jours pour 1 dossier d’analyse, à compter de la réception du mail |

*T0/x correspond à la date de notification de l’OS de démarrage des prestations ou à la date de reconduction de la période considérée ;*

*x correspond à une période considérée ;*

*y correspond au numéro du livrable de la période considérée ;*

L’ensemble des documents doit être rédigé en français et doté d’une excellente qualité rédactionnelle.

Chacun de ces documents porte la mention « Diffusion Restreinte/ Spéciale France » (DR/SF)

Les livrables sont transmis au pilote dont les coordonnées sont précisées lors de la réunion de lancement du présent marché.

Le disque dur et la clé seront remis en main propre.

Il est à noter que l’administration se réserve le droit d’effectuer une analyse anti-plagiat des livrables du présent marché.

# ARTICLE 9 - OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION.

## 9.1 Opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/PI, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l’acheteur, par le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution du marché désigné à l’article 5.1.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, le délai imparti au service en charge du suivi de l'exécution du marché, désigné à l’article 5.1.2 du présent document, pour procéder aux opérations de vérification est de deux (2) moisà compter de la livraison du dernier livrable du lot de livraison.

Par dérogation à l’article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire n’est pas convoqué aux opérations de vérification*.*

## 9.2 Admission.

Par dérogation à l’article 29.1 du CCAG/PI, l’autorité chargée de prononcer l’admission sans réfaction des prestations est la personne mentionnée à l’article 5.1.2 du présent document. L’admission prend effet à la date de notification de la décision d’admission au titulaire.

En cas d’admission tacite, l’admission prend effet au terme d'un délai de deux (2) mois.

## 9.3 Ajournement.

Conformément à l’article 29.2 du CCAG/PI, l’acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Par dérogation à l’article 29.2 du CCAG/PI, la décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau à l’acheteur les prestations mises au point dans un délai qu'elle fixe.

## 9.4 Réfaction.

Il est fait application de l'article 29.3 du CCAG/PI.

Par dérogation à l’article 29.3 du CCAG/PI, si le titulaire ne présente pas d’observations dans un délai de quinze jours suivant la décision d’admission avec réfaction, il est réputé l’avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l’acheteur dispose ensuite d’un délai de deux mois pour lui notifier une nouvelle décision.

## 9.5 Rejet

Il est fait application de l'article 29.4 du CCAG/PI.

**9.6 Destruction des données**

Conformément à l’article 31 du CCAG/PI, au terme de l’exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à la personne chargée du suivi et du contrôle de l’exécution du marché désignée à l’article 5.1.2 du présent document, une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation.

Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

# ARTICLE 10 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ.

Le marché est conclu aux prix définitifs précisés dans le présent CCP valant AE.

## 10.1 Contenu du prix.

Le prix comprend toutes les charges fiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations telles que :

- frais de restauration, d'hébergement et de déplacement ;

- frais de documentation ;

- assurance ;

- transport jusqu’au lieu de livraison ;

- frais afférents à la cession des droits de propriété intellectuelle.

## 10.2 Type de prix.

Le prix est forfaitaire.

## 10.3 Variation du prix.

Le prix est révisable.

## 10.4 Révision du prix.

## 10.4.1 Mois d’établissement du prix

Conformément à l’article 10.2.4 du CCAG/PI, le prix est établi selon les conditions économiques en vigueur au mois de la date de signature du présent document par le titulaire.

###### 10.4.2 Modalités de révision du prix

Par dérogation à l’article 10.2.2 du CCAG/PI, le prix est révisé une seule fois à T0 + 24 mois, T0 étant la date de notification de l’ordre de service de démarrage des prestations.

Le montant révisé des prestations est obtenu par application de la formule suivante :

**P = P0 [0,15 + 0,85 (Im / I0)]**

dans laquelle :

* P = Prix de règlement (prix révisé) ;
* P0 = Prix au mois tel que défini à l’article 10.4.1 du présent document ;
* Im = désigne la dernière valeur connue, à la date de révision des prix, de l'indice du coût horaire du travail – Services, administratifs, soutien – identifiant 001565196 sur la Banque de données macro-économiques (BDM) de l’INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) ;
* I0 = désigne la valeur de l'indicedu coût horaire du travail – Services, administratifs, soutien – identifiant 001565196 sur la Banque de données macro-économiques (BDM) de l’INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) au mois tel que défini à l’article 10.4.1 du présent document.

Les modalités de révision du prix sont les suivantes :

- à la date de révision des prix, l’administration opère la révision de prix, telle qu’elle résulte de l’application de l’article 10.4.2 du présent document. Elle en informe le titulaire ;

* pour les commandes réalisées après la révision de prix, le titulaire devra présenter des factures avec le montant hors taxe des prestations, le montant hors taxe révisé. Le titulaire joindra également à sa facture le détail du calcul de révision de prix.

## 10.5 Unité monétaire – TVA.

La monnaie du présent marché est l’euro.

Les prestations exécutées au titre du présent marché/marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

# ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT.

## 11.1 Avance.

###### 11.1.1 Calcul et montant de l'avance.

Pour chaque période d’exécution, en application des dispositions des articles R. 2191-3, R. 2191-17, du premier alinéa de l’article R. 2191-7 du code de la commande publique et de l’article A.11.1 du CCAG/PI, si le titulaire accepte le versement de l'avance, il lui est versé, dans le délai maximum fixé à l'article 11.4 du présent document, une avance égale à 10 % du montant du poste forfaitaire, toutes taxes comprises, du marché.

En application du troisième alinéa de l’article R. 2191-7 du code de la commande publique, le taux de l’avance est porté à 30 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de l’article R. 2151-13 du code.

En application des dispositions de l’article R. 2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance, à cet effet il doit cocher la case ci-dessous.

**A cet effet, il doit cocher la case ci-dessous :**

**Je refuse le versement de l'avance**

###### 11.1.2 Remboursement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché titulaire (acomptes ou règlements partiels définitifs).

Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

## 11.2 Modalités de paiement.

###### 11.2.1 Définition des lots de liquidation financière.

Le poste forfaitaire est constitué d’un lot unique de liquidation financière.

###### 11.2.2 Acomptes.

Toutes les prestations, qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Sur sa demande écrite, et après attestation par la personne chargée de constater l'avancement des prestations, le titulaire a le droit dans les conditions prévues aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique ainsi que de l’article 11.2 du CCAG/PI au versement d'acomptes.

Si le service en charge du suivi et de l’exécution du marché, mentionné à l’article 5.1.2 du présent document, observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, l’acheteur peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, l’acheteur peut suspendre le droit à acompte jusqu'à nouvel avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Les acomptes doivent faire l'objet d'une demande de paiement dans les conditions prévues à l'article 11.3 du présent document.

Périodicité

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois.

En application des dispositions de l’article R. 2191-22 du code de la commande publique, cette durée estrapportée à un mois (1)lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

###### 11.2.3 Paiement du solde

Le solde du poste est payé après réception de l'ensemble des prestations du dit poste **et** de la fourniture de la fiche de clôture du PCS.

## 11.3 Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement.

Conformément à l’article 11.5.1 du CCAG/PI, la demande de paiement intervient après la décision d’admission.

Conformément à l’article L. 2192-1 du code de la commande publique et à l’article 11.8 du CCAG/PI, les titulaires de marchés conclus avec l’Etat, transmettent leurs factures sous forme électronique. Cette obligation s’impose pour toutes les catégories d’entreprises.

Les factures papier seront retournées aux fournisseurs.

Conformément aux articles L. 2192-5 et R. 2192-3 du code de la commande publique, la transmission des factures sous forme dématérialisée s’effectue au moyen d’une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro ».

Les modes d’émission et de réception des factures sous « Chorus Pro » sont de trois ordres :

1° Un mode portail : Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Pour cette solution il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être déclaré auprès de l'AIFE. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée. Pour déposer sa facture, le fournisseur devra disposer du numéro d’engagement juridique du marché ou de la commande ainsi que du code service exécutant.

2° Un mode flux (EDI) correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du fournisseur ou de son prestataire et l'application informatique Chorus. La transmission de flux s'effectue selon l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS.

3° Un mode service (API), nécessitant l’implémentation dans le système d’information de l’entité publique d’un appel aux services mis à disposition par la solution Chorus Pro.

Toute autre procédure de transmission de factures dématérialisées par un fournisseur de l'Etat doit recevoir l'accord préalable du directeur général des finances publiques et du directeur du service à compétence nationale dénommé « Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat ».

Chaque facture doit impérativement comprendre :

* les mentions obligatoires listées à l’article D. 2192-2 du code de la commande publique :
  + la date d'émission de la facture ;
  + la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  + le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
  + la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  + la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
  + le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  + le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  + l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
  + le cas échéant, les modalités de règlement ;
  + le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
  + les factures comportent, en application de l'article R. 123-221 du code de commerce, le numéro d'identité de l'émetteur de la facture attribué à chaque établissement ou, à défaut, à chaque personne inscrite.
* pour les marchés : le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique (**n° EJ court indiqué dans le mail de notification**) ;
* le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application "Chorus" : **D0975HB075** ;
* le numéro SIRET de l’Etat : **110 002 011 00044**;
* la domiciliation bancaire imprimée sur la facture ou un relevé d’identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant au présent document.

En cas de problèmes concernant le paiement des factures, le titulaire peut s’adresser au bureau finances de la sous-direction de préfiguration de l’agence ministérielle de gestion à l’adresse suivante : [sga-sdpamg-bfin-fournisseurs.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:sga-sdpamg-bfin-fournisseurs.contact.fct@intradef.gouv.fr) .

## 11.4 Délai global de paiement.

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution de marché est fixé à trente (30) jours maximum conformément à l’article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement peut être interrompu par l’acheteur dans les conditions prévues aux articles R. 2192-27 à R. 2192-30 du code de la commande publique, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l’expiration du délai de paiement ou l’échéance prévue au contrat et d'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux dispositions des articles R. 2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à l’article D. 2192-35 du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires et l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Conformément à l’article R. 2192-15 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par l’acheteur correspond :

1° Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé (EDI), à la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture ;

2° Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification à l’acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Point de départ du délai de paiement des avances.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations qui correspondent à l'avance si un tel acte est prévu ou, à défaut, de la date de notification du contrat.

Point de départ pour les autres délais de paiement.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l’acheteur. Toutefois, conformément à l’article R. 2192-17 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de décision d’admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Pour le paiement des règlements partiels définitifs et du solde, conformément à l’article 11.7.1 du CCAG/PI, le titulaire ne peut envoyer la demande de paiement qu’à compter de la décision d’admission des prestations.

## 11.5 Ordonnateur et comptable assignataire.

L’ordonnateur chargé d’émettre des demandes de paiement est le sous-directeur de la préfiguration de l’agence ministérielle de gestion (SDPAMG).

Le comptable assignataire chargé des paiements est l’agent comptable des services industriels de l’armement (ACSIA) – Immeuble Vendôme III – 11, rue du Rempart – 93196 Noisy-Le-Grand.

## 11.6 Cession et nantissement de créance.

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articlesR. 2191-45 à R. 2195-63 du code de la commande publique concernant la cession ou au nantissement des créances. La personne habilitée à fournir les renseignements visés à l’article R. 2191-60 du code est l’acheteur.

## 11.7 Paiement des sous-traitants.

Dans le cadre de ce marché, le sous-traitant ne bénéficie pas du paiement direct, le sous-traitant est payé par l’entrepreneur principal.

L'entrepreneur principal est tenu de délivrer au sous-traitant une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement, dans les conditions précisées à l'article 14 de la loi n° 75-1334du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

# ARTICLE 12 – PÉNALITÉS.

Par dérogation à l’article 14.1 du CCAG/PI, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Le titulaire est informé du montant des pénalités qu’il encourt par un courrier avec accusé de réception du bureau finances de la sous-direction de la préfiguration de l’agence ministérielle de gestion. Le titulaire peut présenter des observations à l’acheteur dans un délai de deux mois à compter de la réception de ce courrier. A défaut de réponse, l’application des pénalités est réputée acceptée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule :

**P = V x R / 1000**

Dans laquelle :

* P = le montant de la pénalité ;
* V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant du lot de liquidation financière concerné, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA ;
* R = le nombre de jours de retard calendaires.

# ARTICLE 13 – GARANTIES.

Aucune retenue de garantie financière ne sera appliquée à ce marché.

# ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ.

## 14.1 Confidentialité.

Il est fait application de l’article 5.1 du CCAG/PI.

Le présent marché est soumis aux dispositions de l’article 5.1 du CCAG/PI.

Le titulaire s’engage à ce que les données auxquelles il aura accès :

* soient protégées et gardées strictement confidentielles ;
* ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui défini dans le présent marché ;
* ne soient ni divulguées ou communiquées, ni susceptibles de l’être, soit directement, soit indirectement à tout tiers autres que les personnes ayant besoin d’en connaître dans le cadre du présent engagement ;
* ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées ou incorporées, totalement ou partiellement, sans que de telles copies, reproductions, duplications ou incorporations n’aient été autorisées préalablement par écrit par le ministère des armées.

Le titulaire s’engage à ce que tous ses personnels intervenant sur du marché soient de nationalité française.

## 14.2 Protection.

### **14.2.1 Clause générale de protection Diffusion Restreinte**

* **La mention *Diffusion Restreinte*** n’est pas un timbre de classification mais une mention de protection. Elle vise à protéger des informations et supports qu’il n’y a pas lieu de classifier mais qui présentent une sensibilité particulière, en ce que notamment ils sont susceptibles de comporter des éléments dont la consultation ou la communication porteraient atteinte à l’un des secrets, autres que le secret de la défense nationale, mentionnés au 2° de l’article L.311-5 du code des relations entre le public et l’administration***.***

Son objectif principal est de sensibiliser l’utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations et supports couverts par cette mention. Ceux-ci ne peuvent être communiqués qu’aux personnes ayant besoin d’en connaître dans le respect des mesures de protection définies à l’Annexe 1 de l’IGI 1300.

### **Dispositions particulières applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion restreinte »**

Le titulaire du marché doit respecter les dispositions de l’instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale, notamment son annexe 1 en ce qu’elles ne sont pas contradictoires avec les stipulations ci-après.

Le titulaire s’engage à respecter les dispositions prévues dans le plan contractuel de sécurité (PCS), en particulier son article 3.1.2.2.

Dans l’hypothèse où l’administrateur des systèmes d’informations du titulaire n’a pas fait l’objet d’une décision d’habilitation au moins au niveau « Secret », les documents et supports portant la mention « Diffusion restreinte » devront exclusivement être transmis et détenus sur support physique. La reproduction de ces documents est interdite.

En cas de destruction demandé par l’administration, le titulaire atteste de cette destruction par écrit et sans délai auprès de l’autorité visée à l’article 5.1.b du présent document.

## Marché comportant des informations protégées par la mention « Spécial France »

Si des documents ou des supports utilisés, produits ou mis à jour au titre du présent marché, portent la mention "Spécial France", l’instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, approuvée par arrêté du 9 août 2021, et l’instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/NP relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, approuvée par arrêté du 15 mars 2021 sont applicables.

La mention "Spécial France" est employée pour les informations ou supports classifiés ou portant la mention "Diffusion Restreinte", que l’autorité émettrice estime devoir n’être divulgués qu’aux seuls ressortissants français relevant d’identités de droit français et qui ne sauraient, en aucune circonstance, être communiqués, en tout ou partie, ni à un État étranger ou à l’un de ses ressortissants, à une organisation internationale, à une institution, à un organisme ou un organe de l’Union européenne, ni à une personne morale de droit étranger, même s’il existe un accord de sécurité entre la France et l’État ou la personne de droit international public considérée.

Lorsque des informations marquées "Spécial France" sont classifiées ou protégées, elles doivent, outre satisfaire aux mesures de sécurité appropriées à leur degré de protection, n’être transmises qu’à des personnes physiques ou morales françaises dûment qualifiées et ayant besoin d’en connaître.

**Toute réunion contenant des informations ou supports diffusion restreinte-Spéciale France (DR-SF) impose la nationalité française des participants et du personnel ayant connaissance des informations ou supports.**

Les systèmes d’information susceptibles de traiter des informations portant la mention "Spécial France" doivent faire l’objet de mesures de sécurité particulières pour garantir que les utilisateurs étrangers qui auraient un besoin d’accès légitime au système ne puissent accéder aux informations dont l’accès n’est autorisé qu’aux seuls utilisateurs français.

## Dispositions relatives à l’accès aux emprises

### **Conditions d’accès aux locaux de la personne publique**

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution sont affectés à l’autorité militaire ou placés sous son contrôle.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables et restent responsables du respect de celles-ci.

#### **Conditions d’accès au site pour les personnes physiques**

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès par la personne publique.

Informations des personnels concernés : le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d’accéder aux locaux de la personne publique visés ci-dessus :

* qu’ils sont susceptibles, de faire l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant ne sont incompatibles avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.
* qu’ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l’établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n’accéder qu’aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Les éléments nécessaires à la réalisation de cette enquête administrative devront être communiqués par le titulaire dans le délai qui lui sera indiqué par l’autorité contractante. Le titulaire ne peut prétendre, ni à prolongation du délai d’exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix dans le cas où cette autorisation d’accès serait refusée ou ne serait accordée que tardivement faute d’avoir respecté les prescriptions énoncées ci-avant.

Le titulaire s’engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l’objet d’une autorisation d’accès.

#### **Conditions d’accès au site pour les véhicules**

Les véhicules de livraison de biens ou de marchandises et les véhicules de service du titulaire et de ses sous-traitants seront systématiquement soumis à une inspection visuelle par les opérateurs de la société d’accueil-filtrage-gardiennage assurant la sécurité du site de Balard.

### **Disposition relatives à un terrain militaire**

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution sont affectés à l’autorité militaire ou placés sous son contrôle et constituent des terrains militaires.

#### **Dispositions générales**

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès transmise par écrit au titulaire par l’officier de sécurité du service désigné à l’article 5.1.2 du présent document. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées ci-dessous.

#### **Informations des personnels concernés**

Le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d’accéder au terrain militaire visé ci-dessus :

* qu’ils sont susceptibles, de faire l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant ne sont incompatibles avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.
* qu’ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l’établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n’accéder qu’aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le titulaire s’engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront été préalablement fait l’objet d’une autorisation d’accès.

### **Dispositions relatives à l’accès à une zone protégée**

Le titulaire reconnait avoir pris connaissance que certains lieux d’exécution appartiennent à une Zone Protégée créée conformément à l’article 5.3.1.1 de l’instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l’arrêté du 09 août 2021 portant approbation de ladite instruction.

#### **Dispositions générales**

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l’objet d’une autorisation d’accès transmise par écrit au titulaire par l’officier de sécurité compétent. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées ci-dessous.

#### **Informations des personnels concernés**

Le titulaire s’engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent contrat ayant besoin d’accéder à la zone protégée :

* qu’ils feront l’objet d’une enquête administrative destinée à vérifier qu’aucun fait les concernant n’est incompatible avec l’accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l’article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.
* qu’ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l’établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n’accéder qu’aux seuls locaux et installations concernés par le contrat.

Le titulaire s’engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l’objet d’une autorisation d’accès.

# ARTICLE 15 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES.

Au titre du présent marché, le titulaire s’engage à ce que ne soit effectué aucun traitement de données à caractère personnel au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

# ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.

## 16.1 Résiliation du marché.

L’acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

En complément de l’article 39 du CCAG/PI, lorsque le titulaire est placé dans l’une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l’exclure d’un marché public, l’acheteur peut résilier du marché pour faute du titulaire pour ce motif et sans mise en demeure préalable, sauf dans le cas où le titulaire fait l’objet d’une procédure de redressement judiciaire instituée par l’article L. 631-1 du code de commerce, et à condition qu’il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

Conformément à l’article 27 du CCAG/PI, l’acheteur peut faire procéder par un tiers à l’exécution des prestations prévues par du marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d’inexécution par ce dernier d’une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

## 16.2 Résiliation partielle.

L’acheteur peut résilier une partie des prestations objet du marché, correspondant à un ou plusieurs lots de liquidation pour un des motifs visé ci-dessus.

La résiliation partielle donne lieu à un décompte de résiliation intégrant les indemnités y afférent le cas échéant.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours suivant la notification de la décision pour émettre des observations.

# ARTICLE 17 - RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS.

## 17.1 Recours gracieux.

Conformément au chapitre 8 du CCAG/PI, l’acheteur et le titulaire s’efforcent de régler à l’amiable tout différend éventuel relatif à l’interprétation des stipulations du marché ou à l’exécution des prestations objet du marché.

Par dérogation à l’article 43.3 du CCAG/PI, l’acheteur dispose d’un délai de quatre mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L’absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

## 17.2 Règlement amiable des litiges et des différends

Tout litige ou différend survenant à l’occasion d’un marché peut être soumis par l’opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l’achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation. Le titulaire peut contacter le médiateur des entreprises du ministère des armées à l’adresse suivante : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](file:///C:\Users\c.frin\Desktop\DAF_2025_000456_OBS%202025-05_Observatoire%20de%20la%20prolifération%20balistique\01_PREPA\_DCE\minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr)

Le titulaire est incité à soumettre tout différend qui l’oppose à l’acheteur à un comité consultatif de règlement amiable des différends, dans les conditions prévues à l’article R. 2197-1 du code de la commande publique et à l’article 43 du CCAG/PI.

## 17.3 Recours contentieux.

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Conformément aux dispositions l’article R. 312-11 du code de justice administrative, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal administratif du lieu d’exécution prévu du marché. Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS Cedex 4

# ARTICLE 18. DROIT ET LANGUE APPLICABLES AU PRÉSENT MARCHÉ.

## 

## 18.1 Droit applicable

La loi française en vigueur est la seule applicable au présent marché.

En cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

## 18.2 Usage de la langue française.

Les dispositions de la loi n°94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française ainsi que celles de la circulaire du Premier ministre du 6 mars 1997 relative à l'emploi du français dans les systèmes d'information et de communication des administrations et établissements publics de l'Etat s'imposent au présent marché.

De ce fait, tout rapport, toute documentation et toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

## 18.3 Monnaie.

La monnaie de compte du présent marché est l'euro.

# ARTICLE 19 – DÉROGATIONS.

L’article 6.2.2 « Remplacement » *supra* déroge aux dispositions de l’article 3.4.3 du CCAG/PI.

L’article 6.2.3 « Récusation du personnel du titulaire par la personne publique » *supra* déroge aux dispositions de l’article 3.4 du CCAG/PI.

L’article 6.8.2 « Objet de la cession » *supra* déroge aux dispositions de l’article 35 du CCAG/PI.

L’article 9.1 « Opérations de vérification » *supra* déroge aux dispositions des articles 28.1, 28.2 et 28.5 du CCAG/PI.

L’article 9.2 « Admission » *supra* déroge aux dispositions de l’article 29.1 du CCAG/PI.

L’article 9.3 « Ajournement » *supra* déroge aux dispositions de l’article 29.2 du CCAG/PI.

L’article 9.4 « Réfaction » *supra* déroge aux dispositions de l’article 29.3 du CCAG/PI.

L’article 10.4.2 « Modalité de révision des prix » *supra* déroge aux dispositions de l’article 10.2.4 du CCAG/PI.

L’article 12 « Pénalités » *supra* déroge aux dispositions de l’article 14.1 du CCAG/PI.

L’article 17.1 « Recours gracieux » *supra* déroge aux dispositions de l’article 43.3 du CCAG/PI.

**ANNEXE TECHNIQUE**

1. **Présentation du contexte de l’observatoire**

Comme le souligne la Stratégie européenne de coopération en Indopacifique 2021 : « Les principales réserves de croissance mondiales se trouvent dans l’Indopacifique, qui contribuera d’ici 2030 à environ 60% du PIB mondial. Les Etats d’Indopacifique et de l’Union Européenne représentent 70% du commerce mondial. Les voies commerciales maritimes qui traversent l’Indopacifique sont devenues prépondérantes et d’importance vitale pour l’Union Européenne », des détroits stratégiques de la mer Rouge jusqu’au détroit de Malacca. Le canal du Mozambique constitue notamment une zone d’intérêt stratégique, avec le passage d’une route maritime commerciale essentielle dont le rôle s’est vu renforcé dans le contexte actuel de tensions en mer Rouge.

Comme le souligne l’Actualisation stratégique 2021 : « L’Indopacifique est aujourd’hui le théâtre de profondes évolutions stratégiques, de l’intensification de la compétition sino-américaine jusqu’aux tensions sino-indiennes et pakistano-indiennes, sans oublier les menaces transnationales, ni les implications du dérèglement climatique. Ces évolutions ont des conséquences directes sur l’ensemble des populations et des infrastructures de la zone, y compris nos DROM-COM. »

Enfin, comme le souligne la Revue nationale stratégique 2022 : « Nous passons […], de plus en plus, à une compétition exacerbée avec la République populaire de Chine et « la modernisation de l’appareil militaire chinois se poursuit et permet à l’APL d’appuyer une stratégie de plus en plus affirmée, y compris sur le plan militaire, que ce soit dans la région Indopacifique, en particulier s’agissant du statu quo dans le détroit de Taïwan, mais aussi dans  les autres régions du monde où sa diplomatie lui crée des clientèles, notamment en Afrique ».

Défi stratégique d’une autre nature, la présence navale chinoise continue de s’intensifier. En Indopacifique, initiée en 2008, elle est désormais permanente, renforcée par la mise en œuvre opérationnelle d’une base à Djibouti, de la recherche de points d’appui au Pakistan et au Cambodge et en Afrique, et d’importants investissements portuaires au potentiel dual (notamment en Afrique). Ces évolutions s’inscrivent dans un projet ambitieux visant à exercer une plus grande influence dans un espace maritime qui s’étend des mers de Chine à l’ensemble de l’océan Indien. Sa mise en œuvre modifie en profondeur les équilibres du pourtour des océans Indien et Pacifique et inquiète de manière croissante la majorité des Etats riverains, au premier rang desquels l’Inde, l’Australie et les Etats-Unis, partenaires stratégiques et alliés de la France.

1. **Présentation de la problématique**

Dans ce contexte stratégique évolutif sous l’impulsion de la Chine l’évolution des dispositifs d’infrastructures de connectivité (aéroportuaires, zones économiques spéciales, data center, ferroviaires, etc.) dans la région vont avoir un impact direct sur les équilibres sécuritaires. Ces dispositifs interopérables et numériques permettent à la Chine de disposer d’un maillage d’infrastructures plus élaborés.

L’analyse et l’évaluation des nouveaux projets (notamment aéroportuaires) ainsi que leurs dessertes régionales revêt un intérêt stratégique pour la France qui compte des citoyens, des ressortissants, des territoires et ZEE et des forces permanentes dans la région. Certaines infrastructures numériques dans la zone représentent au même titre des enjeux stratégiques et sécuritaires pour la France (notamment car elles comportent des risques en termes de renseignement sur nos forces). La connaissance et le suivi des projets existants, comme de ceux planifiés, constitue un impératif de sécurité.

1. **Objectifs de l’observatoire**

Cet observatoire a pour objectif de procurer au pilote une base de données d’images satellitaires interprétées et des analyses (ainsi que leur mise à jour) des projets d’infrastructures critiques impliquant la Chine (aéroportuaires, ferroviaires, militaires, etc.) à l’étranger sans limitation particulière liée au promoteur ou à la localisation dudit projet. Cette analyse pourra ainsi inclure les environs et projets connexes des zones suivies. Les données seront graduellement complétées par des images satellitaires interprétées et des analyses (ainsi que leur mise à jour) dans les domaines de l’énergie et de la connectivité numérique (data center en particulier).

La base de données actuelle sera mise à la disposition du titulaire.

1. **Réunions pilote/titulaire :**

Pendant la durée du marché, les réunions suivantes seront prévues :

* Une réunion de lancement (T0+1) sera organisée dans le mois qui suit la date de notification afin de définir les orientations et les projets à suivre au cours de l’année (durée 1h30).
* Deux réunions annuelles de cadrages seront organisées à partir de T0 + 6 mois.
* Une réunion de restitution sera organisée à chaque rendu à la demande du pilote (durée 2h). Les réunions concernent la mise à jour de la base de donnée et les dossiers d’analyse.
* Ces réunions se dérouleront majoritairement chez le pilote, au ministère des Armées, mais pourront néanmoins être délocalisées chez le prestataire en fonction des contraintes de temps ou d’agenda.

1. **Caractéristiques des prestations et livrables (= productions écrites) attendus :**

Au titre du poste forfaitaire, le titulaire assure le suivi et le pilotage de l’observatoire, la mise à jour d’une base de données image et l’extraction, à partir de cette base, de 7 dossiers d’analyse par an. A cet effet, le titulaire fournit les livrables suivants :

1. **Un compte-rendu de la réunion de lancement** sera rédigé par le prestataire avec appui DGRIS/DSPC : de 1 à 2 pages, il sera remis au format HTML 7 jours à compter de la réunion de lancement.

* Ce compte-rendu ne doit pas faire l’objet de diffusion extérieure, il est soumis à la classification DR-SF.

1. **La mise à jour d’une base de données image (comprenant leur analyse**) présentée au format HTML, sur les projets d’infrastructures critiques impliquant la Chine (aéroportuaires, maritimes, ferroviaires, numériques, etc.) listés (fournis par le pilote mais aussi éventuellement par le prestataire au fil de l’analyse). Cette base de données devra être délivrée sur un disque dur amovible et exportable sans restriction technique au sein des services du ministère des Armées (format HTML).

* Elle devra être mise à jour régulièrement, de manière incrémentale. Trois mises à jour annuelles sont attendues. Il n’existera aucune limitation dans le nombre d’entrées (sites suivis ; documents annexes présentant un intérêt direct pour le suivi et l’analyse [exemple : document technique rendu public ; photographie libre de droit ; etc.]. Cette prestation sera forfaitaire.
* Les mises à jour de cette base de données se fait à T0 + 4 mois, à T0 + 8 mois et à T0 + 12 mois.
* Cette base de données ne doit pas faire l’objet de diffusion extérieure, elle est soumise à la classification DR-SF.

1. **Livraison de sept dossiers d’analyse par an (15 à 20 pages)**, réalisés à partir de la base de données et d’images de moins de 45 jours à partir du moment où le sujet aura été défini par le pilote et précisé par e-mail au prestataire. Le thème peut également être de l’initiative du prestataire, sur validation du pilote. Les dossiers devront répondre à un besoin spécifique du ministère des Armées et de la DGRIS. Il n’y a pas de calendrier fixe. Ces dossiers d’analyse pourront être monographiques ou comparatifs (entre plusieurs projets, différents promoteurs, etc.).

* Ils devront être livrés sous format GeoJSON, HTML, PPT et PDF sur clé USB ou disque dur. Des critères spécifiques d’analyse pourront être demandés par le pilote. Cette prestation sera forfaitaire.
* Ces dossiers d’analyse ne doivent pas faire l’objet de diffusion extérieure, ils sont soumis à la classification DR-SF.
* Il ne sera pas demandé plus de deux analyses actives simultanément.
* La dernière analyse ne pourra pas être demandée après T0 + 10 mois et quinze (15) jours.

N.B : il sera possible de mettre à jour des supports existants (clé, disque dur) sans avoir à en livrer de nouveau à chaque prestation.

1. **Exigences relatives à la composition de l’équipe scientifique :**

Les membres de l’équipe doivent avoir :

* Une expérience dans le domaine du traitement analytique d’imagerie satellite ;
* Une connaissance et une expérience des enjeux liés à la Chine.

Elle devra uniquement inclure des prestataires possédant la nationalité française.

**Observatoire n°2026-01 intitulé** :

**« Observatoire des infrastructures critiques chinoises »**

|  |  |
| --- | --- |
| **LE TITULAIRE / MANDATAIRE 1** | **(Le cas échéant) Membre du groupement d’opérateurs économiques1** |
| **CADRE RÉSERVÉ A L’ADMINISTRATION** | |
| **L’ACHETEUR**  **Fait à Paris, le** | |

*[1] : Dater et signer.*

*Indiquer également les nom, prénom et qualité du signataire.*